

Le DROIT OUVRIER

DROIT DU TRAVAIL - PRUD'HOMIE - SÉCURITÉ SOCIALE

Sommaire

DOCTRINE

Daniel Boulmier : L'émergence, devant les tribunaux, des stratégies patronales d'enquête/répression.

JURISPRUDENCE

Voir notamment

CDD répétés et requalification à temps plein.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 23 juin 2015 – Note Michel Henry (p. 513)

L'éviction illicite d'un salarié malade : réintégration et indemnisation.

Cour d'appel d'Agen 13 janvier 2015 – Note Laure Daviau (p. 523)

Le détournement de la notion de « service public » en matière de relations de travail neutralisé par le juge.

Cour d'appel de Lyon 7 avril 2015 – Note Arnaud Mazières (p. 531)

L'absence de mention des griefs dans le courrier de convocation à l'entretien préalable à un licenciement constitue une violation des droits de la défense.

Conseil de prud'hommes d'Evreux (Encadr.) 26 mai 2015 – Note Nicolas Capron (p. 535)

Répression pénale du travail dissimulé : un exemple topique dans l'hôtellerie.

Tribunal de grande instance de Paris (31^{ème} ch. correc.) 9 avril 2015 – Note Hervé Guichaoua (p. 546)

CHRONIQUES JURISPRUDENTIELLES

Jurisprudence sociale du Conseil constitutionnel par Pierre-Yves Gahdoun.



Doctrine

L'émergence, devant les tribunaux, des stratégies patronales d'enquête/répression par Daniel Boulmier , Maître de conférences, Institut régional du Travail, Université de Lorraine	492
Première annexe : DROIT DISCIPLINAIRE – Procédure interne d'enquête – Demande d'explications écrites – Refus de répondre sanctionné – Consignation au dossier – Nature de sanction (oui) – Licenciement pour faute grave – Application de la règle non bis <i>in idem</i> (oui).	
COUR DE CASSATION (Ch. soc.) 19 mai 2015	497
Deuxième annexe : CHSCT – Expertise – Risque grave – Soupçons de vol envers des salariés – Procédure d'enquête interne – Absence de garde-fou – Effets pathogènes – Alerte de la médecine du travail – Désignation d'une expertise (oui).	
TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS 2 juin 2015	497

Document

Loi <i>Macron</i> : le plafonnement des indemnités de licenciement et la Constitution	501
---	-----

Jurisprudence

CHSCT – Entrave – Condamnation pénale de l'employeur – 1° Réunion exceptionnelle – Fait pouvant conduire à un accident – Caractère de gravité – Demande des élus – Refus de l'employeur – 2° Information de l'instance – Accident – Communication de rapports d'expertise – Refus de l'employeur.	
TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS (31^{ème} ch. correct.) 2 décembre 2014	503
Note	507
CONGÉS – Congé parental d'éducation – Transformation en temps partiel – Compatibilité avec le poste occupé – Charge de la preuve reposant sur l'employeur – Changement d'emploi – Refus de la salariée – Absence de faute – Licenciement sans cause réelle et sérieuse	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 10 décembre 2014	508
Note Floriane Maisonnasse , Maître de conférences, Université Montpellier 3 - Paul Valéry.....	508
CONTRAT À DURÉE DÉTERMINÉE – CDD d'usage – Requalification – 1° Conditions – Relation discontinuée – Disponibilité permanente – 2° Effet – a) Temps de travail – Absence de clause répartissant les horaires et la durée – Présomption de temps complet – Preuve contraire reposant sur l'employeur – b) Rémunération – Application du statut collectif – Grille conventionnelle.	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 23 juin 2015	512
Note Michel Henry , Avocat au Barreau de Paris	513
CONTRAT À DURÉE DÉTERMINÉE – Rupture anticipée – Dispositions législatives d'ordre public (L.1243-1) – Clause contractuelle – Rupture unilatérale – Absences injustifiées – Salarié ne pouvant pas accepter par avance la rupture du contrat	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 4 février 2015	517
Note A.M.	517
CONTRAT DE TRAVAIL – Directeur technique en mi-temps thérapeutique – Demande de passage en ¾ temps – Refus de l'employeur au motif de l'incompatibilité avec l'organisation du travail – Licenciement disciplinaire – Fautes non établies – Discrimination liée à l'état de santé – Nullité de la rupture – Réintégration.	
LICENCIEMENT – Discrimination – Nullité de la rupture – Réintégration – Indemnisation – 1° Rémunération correspondant à la période d'éviction de l'entreprise – 2° Indemnisation complémentaire liée aux circonstances de la rupture.	
COUR D'APPEL D'AGEN (Ch. Soc.) 13 janvier 2015	518
Note Laure Daviau , Avocate au Barreau de Marseille	523

CONTRAT DE TRAVAIL – Exécution – Licenciement – Inaptitude – Manquement à l’obligation de reclassement (non) – Manquement à l’obligation de sécurité résultant à l’origine de l’inaptitude – Absence de cause réelle et sérieuse	
COUR D’APPEL DE VERSAILLES (6^{ème} ch.) 14 avril 2015	525
Note Arnaud Olivier , Avocat au Barreau de Paris	527
GRÈVE – Service minimum – Établissement de santé – Existence d’une mission de service public (non) – Prerogatives de l’employeur – Réglementation de l’exercice du droit de grève (non) – Préavis de grève (non)	
COUR D’APPEL DE LYON (1^{ère} ch. civ. B) 7 avril 2015	529
Note Arnaud Mazières , Juriste d’entreprise	531
LICENCIEMENT POUR MOTIF PERSONNEL – Entretien préalable – Grievs non communiqués préalablement au salarié – Respect des droits de la défense – Violation d’une liberté fondamentale – Nullité de la rupture	
CONSEIL DE PRUD’HOMMES D’ÉVREUX (Encadrement) 26 mai 2015	533
Note Nicolas Capron , Avocat au Barreau de Rouen	535
PROTECTION DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL – Demande d’autorisation administrative de licenciement – Rôle de l’administration – Enquête contradictoire – Obligation d’informer le salarié des agissements reprochés et de l’identité des témoins – Connaissance de l’ensemble des pièces produites – Défaut – Annulation de l’autorisation administrative	
COUR ADMINISTRATIVE D’APPEL DE VERSAILLES (4^{ème} chambre) 24 mars 2015	537
Note Xavier Médeau , Avocat au Barreau de Charleville-Mézières	538
PROTECTION DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL – Mandat extérieur – Information de l’employeur – Transfert d’entreprise – Condition supplémentaire à la protection – Information du nouvel employeur	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 15 avril 2015	539
Note Nathalie Bizot , Avocate au Barreau de Castres	539
RÉMUNÉRATION – Obligation annuelle de négocier dans l’entreprise – Modification des propositions patronales – Absence de délai pour examiner les nouvelles propositions – Interruption des négociations – Mesures patronales unilatérales – Trouble manifestement illicite	
TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE NANTERRE (référé) 29 avril 2015	541
Note	543
TRAVAIL DISSIMULÉ – Dissimulation d’heures de travail – Nettoyage de chambres d’hôtel au forfait – Non-respect du temps partiel – Procès-verbal de l’inspection du travail	
TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS (31^{ème} ch. correc) 9 avril 2015	543
Note Hervé Guichaoua , Directeur du travail	546

Chroniques jurisprudentielles

Jurisprudence sociale du Conseil constitutionnel (première partie) par Pierre-Yves Gahdoun , Professeur à l’Université de Montpellier – CERCOP	549
FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS – Titulaires – Accès à l’emploi – Dispositif d’intégration d’agents non-titulaires – Loi du pays (Nouvelle-Calédonie) – Personnes durablement installées – Préférence locale pour l’accès à l’emploi – Prise en compte – Nécessité (oui)	
Décision n° 2014-4 LP du 21 novembre 2014	549
Note	551
FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS – Université – Conseil académique des universités – Prerogatives – Questions individuelles relatives à la carrière des enseignants-chercheurs – Lien avec la détermination collective des conditions de travail (non)(sic !) – Atteinte au droit à participation (8 ^{ème} al. Préambule 1946) (non)	
Décision n° 2015-465 QPC du 24 avril 2015	552
Note	553